

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2416>



Le vote du budget 2026 : une histoire de régime.

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : vendredi 7 novembre 2025

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Depuis ce lundi 20 octobre 2025, les députés de la commission des finances examinent la proposition de budget (2026) du gouvernement.

Plus de 1 700 amendements ont été déposés.

Chaque parti politique a proposé ses orientations dont on sait, d'ores et déjà, que plusieurs d'entre elles feront l'objet d'âpres discussions et rejoindront à n'en pas douter la corbeille, à défaut de la bourse.

Il en est une cependant qui revient périodiquement pour disparaître aussi vite qu'elle est apparue : la suppression des agences de l'Etat.

C'est ce que les LR remettent sur la table des négociations.

Ils ont la mémoire courte et pour le moins sélective. Ils devraient savoir, qu'en France, on ne réforme pas l'État. On le contemple, on le déplore, on le power-pointise, puis on le range soigneusement dans une armoire à souvenirs ministériels.

Rocard, Juppé, Raffarin, Borloo, Sarkozy, Hollande, Macron, tous ont juré, un jour, de mettre l'Etat au régime. Mais aucun n'a osé lui proposer un programme minceur digne de ce nom.

Le courage en politique, ce sont ceux qui en ont le moins qui en parle plus.

Réformer l'État, c'est comme annoncer à ses beaux-parents qu'on va vendre la maison de famille : tout le monde reconnaît que c'est raisonnable, mais personne ne veut assumer la crise de nerfs qui s'ensuit.

Les élus savent que fermer un service public, même inutile, c'est s'assurer une émeute de tampons dans les préfectures et un suicide politique en direct sur les chaînes d'information en continu. Alors, on promet de « simplifier » tout en créant une agence de la simplification qui, elle-même, aura bientôt besoin d'une direction interministérielle du suivi de la simplification. Le serpent se mord la queue, avec un tampon conforme ISO 9001.

L'administration, un royaume féodal sous pavillon tricolore

Chaque ministère est un duché, chaque direction un château fort. Le ministre passe, le directeur reste, le contrôleur budgétaire observe, et tout ce petit monde se félicite à l'ENA Alumni de la stabilité de l'État.

Les réformes ? On les noie sous des « missions de coordination », on y colle un acronyme ronflant (RGPP, ...), puis on attend que le ministre suivant vienne rebaptiser la même chose. Pendant ce temps, les opérateurs et agences se multiplient comme des Gremlins arrosés à l'eau tiède. Il y en aurait plus de 1 300, dont certaines ne savent même plus à quel ministère elles obéissent. Mais elles publient (enfin pas toutes) un rapport annuel, donc tout va bien.

L'argent, le vrai nerf de la guerre... qu'on préfère ne pas toucher

Réformer, ça coûte. Fermer une structure, c'est payer des indemnités, racheter des baux, financer des plans sociaux

et surtout, déclencher la colère de tout un corps intermédiaire.

Alors, on garde. On empile. On double.

Un nouveau problème ? On crée une cellule.

Un doublon ? On monte un comité.

Un échec ? On commande un rapport.

L'amorce d'un mouvement de foule ? On diligente une convention citoyenne.

Un peuple qui s'agite ? On propose la rédaction de cahiers de doléances.

Le budget de fonctionnement de l'État gonfle doucement, comme un soufflé que personne n'ose sortir du four, de peur qu'il retombe.

Le citoyen schizophrène

Il faut aussi reconnaître notre part du crime : le Français veut moins d'État... mais surtout pas dans sa commune, son école, son hôpital ou sa sous-préfecture.

Il déteste les impôts, mais exige un service public ouvert le dimanche. Il moque les fonctionnaires, mais hurle si son permis de conduire prend trois semaines de retard. Résultat : les gouvernements, lucides, préfèrent entretenir le mythe d'un État à la fois mince et omniprésent à€ un athlète obèse, en somme.

Le temps long dans un monde à échéance courte

Réformer l'État, c'est un travail de dix ans. Gagner une élection, c'est un sprint de cinq. Aucun ministre n'a envie de se sacrifier pour que son successeur récolte les fruits de son impopularité. Alors chacun repeint « la bête » d'une couleur différente et déclare victoire avant la fin de la législature. C'est la grande tradition française : on réforme pour la photo officielle, pas pour l'Histoire.

Conclusion : la « bête », comme le canard, est toujours vivante.

L'État ne se réforme pas, il se commente. Il se promet, il se théorise, il se power-pointise. On en parle dans les commissions, on le rêve dans les rapports, et quand on y touche, on crée une nouvelle couche de complexité pour encadrer la réforme. Bref, « la bête » est immortelle.

Et tant qu'elle distribuera des subventions, des médailles et des postes, personne ne cherchera à lui faire misère.